

Germanier: 'Nous n'avons pas à avoir des complexes'

[Michael Krobath](#), Online Publications, [Urs Reich](#), Public Policy

17.12.2010 **Le nouveau président du Conseil national, Jean-René Germanier (PLR/VS), se veut confiant pour la Suisse. D'après lui, le pays sort renforcé de la crise et est prêt à faire face aux défis à venir. Il souligne l'importance de l'équilibre financier des assurances sociales et met en garde contre les risques d'un isolement politique.**



Jean-René Germanier

[Portrait](#)

[agrandir](#)

Krobath/Reich: Vous êtes issu d'une dynastie de vigneron du Valais, pourquoi être entré en politique?

Jean-René Germanier: J'ai les deux dans le sang: mon père a été conseiller national vingt ans durant. J'ai adhéré tôt aux jeunes libéraux-radicaux, mais, à 23 ans, j'ai repris l'entreprise familiale, qui est devenue ma priorité. Ce n'est que depuis que mon neveu nous a rejoints dans cette société que j'ai enfin également du temps pour la politique.

Qu'est-ce qu'un vigneron apprend qui sert en politique?

Planter une vigne, c'est investir sur quarante ans. Et il faut six ans pour commencer à faire du bon vin. On apprend donc à penser à long terme et à se montrer patient. Deux qualités tout aussi précieuses en politique.

Quels sont, selon vous, les principaux problèmes de la Suisse?

Comme dans tout pays moderne, le vieillissement de la population et, partant, le financement durable de la protection sociale, est très problématique. Avec l'aide de sa population, la Suisse a longtemps maîtrisé la situation, mais celle-ci se dégrade. Néanmoins, si, chez nous, il y a encore trois actifs pour payer la retraite d'un bénéficiaire de l'AVS, ce ratio n'est déjà plus que de 1,7 pour 1 en France. Par ailleurs, je perçois un risque d'isolement national. Pays exportateur, nous dépendons des accords et contrats avec l'étranger, seul moyen de rester économiquement puissants et performants. Nous ne devons pas nous laisser isoler vis-à-vis de l'extérieur.

Que peut faire la politique face à ces problèmes?

Elle doit garantir sur la durée les prestations sociales, dont la crise financière a révélé l'importance considérable: en Suisse, c'est grâce au minimum de sécurité que la consommation ne s'est pas effondrée. Et il nous faut convaincre nos concitoyens de la nécessité des échanges avec l'extérieur. Sans la libre circulation des personnes, notre économie ne se serait jamais aussi bien développée ces dernières années.

Le chômage est encore plus redouté cette année, malgré la baisse du nombre des sans-emploi et l'adoption de la révision de l'assurance chômage (AC). Comment l'expliquez-vous?

Ces craintes montrent que la crise n'a pas épargné les Suisses. L'électorat a toutefois à nouveau réagi avec une grande pondération. Le oui à la révision de l'AC prouve qu'il a compris que le maintien de l'AC exige certains sacrifices financiers. Cela confirme en même temps la grande confiance dans le Parlement, ce que reflète également le baromètre des préoccupations.

Cependant, la votation sur la révision de l'AC a, une fois encore, fait apparaître de grandes différences entre la Suisse alémanique et la Suisse romande. La «barrière de röstis» existe-t-elle en fait?

Avant cette votation, des sujets autres que ceux intéressant la Suisse alémanique ont été discutés en Suisse romande, tels que les gains intermédiaires des artistes. De plus, le chômage plus élevé en Suisse romande pourrait avoir joué. Pour autant, je ne peux pas affirmer l'existence de la barrière de röstis. A mon avis, il n'y a pas de minorités en Suisse, ou, plutôt, il n'y a que des minorités. Mais les mentalités diffèrent autant entre Sion et Genève qu'entre Sion et Saint-Gall.

Votre point de vue choque-t-il en Suisse romande?

Il est naturellement beaucoup plus facile de présenter sa propre région comme une victime, ce qui est, selon moi, du pur populisme et une mauvaise chose pour la Suisse. De plus près, on remarque que les problèmes régionaux ne sont pas liés à la langue. C'est pourquoi je dénoncerai toujours l'argument de la barrière de röstis.

Mis à part le chômage, les inquiétudes liées à la crise économique sont en net recul par rapport à 2009. La crise est-elle surmontée?

L'évolution d'une crise est imprévisible. Nous avons à ce jour traversé cette crise sans trop de dégâts. Sans grands programmes conjoncturels ni lourd endettement de l'Etat. Nous devons néanmoins continuer à fortifier notre économie et poursuivre la diversification engagée ces dix dernières années. Il importe de ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier. Je suis sûr que la Suisse pourra alors venir à bout d'une nouvelle crise.

La liberté de circulation des personnes est de plus en plus remise en cause. Peut-on parler d'un nouveau problème des étrangers en Suisse?

On sent une certaine tension sur les salaires. Et la région de Zurich doit actuellement faire face à une forte vague d'immigration allemande. S'y ajoute la crainte grandissante d'une perte d'identité. Les étrangers cristallisent différentes peurs, et ce problème suscite beaucoup d'amalgames. Mais, globalement, la libre circulation des individus nous a donné un énorme élan économique. Sans elle, nous serions moins compétitifs. Je suis certain que la Suisse pâtit davantage de ses cartels et monopoles que d'un excès de concurrence étrangère.

Le bilatéralisme est une impasse, entend-on de plus en plus souvent. L'entrée dans l'UE est-elle la seule issue pour la Suisse?

Bien des «euro-turbos» sont enclins à l'autodestruction. L'adhésion à l'UE n'est absolument pas à l'ordre du jour. Les accords bilatéraux sont salutaires et leur continuation répond tout à fait à l'intérêt mutuel. La Suisse offre nombre d'emplois aux frontaliers de l'UE, elle œuvre à des projets d'infrastructure tels que les NLFA, dont profite l'ensemble de l'Europe, elle verse des milliards au Fonds de cohésion de l'UE. Nous n'avons vraiment pas de complexes à avoir. Les récents accords sur un impôt libérateur signés avec l'Allemagne et le Royaume-Uni montrent ce qu'il est possible d'accomplir lorsque l'on reste ferme et que l'on ne cède pas immédiatement.

Quels sont, à vos yeux, les trois plus grands atouts de la Suisse?

Notre puissance économique, la diversité culturelle et la maturité politique de notre population. Je trouve extraordinaire que l'on puisse en Suisse, via une votation, prendre des décisions qui ne relèvent pas de l'intérêt personnel mais du bien collectif. On pourrait donner de nombreux autres exemples...

Quel est votre objectif principal comme président du Conseil national?

J'entends faire au moins une intervention officielle dans chaque canton pendant mon année de mandat. En tant que Romand, je souhaite également être présent dans les autres régions du pays et, ainsi, promouvoir la cohésion nationale. En outre, j'entends aider le Parlement à faire une bonne politique et à rehausser encore sa réputation. Enfin, nous, les acteurs politiques dans notre système de milice, ne sommes pas coupés du peuple?: nous en faisons partie.

Jean-René Germanier

Jean-René Germanier sera le président du Conseil national en 2011 et accède ainsi au rang de premier citoyen du pays pour une année. Aujourd'hui âgé de 52 ans, cet œnologue et vigneron de Vétroz (près de Sion) avait 23 ans lorsqu'il a repris l'entreprise familiale, dont les excellents vins ont été récompensés. Il siège au Conseil national parmi les libéraux-radicaux depuis 2003 et a clairement influencé la politique agraire et des transports du parti. Dans son nouveau rôle de président du Conseil national, ce père de trois fils entend s'engager pour la cohésion du pays et pour un travail parlementaire orienté solutions.

Copyright © 1997 – 2011 CREDIT SUISSE GROUP AG et/ou entreprises liées. Tous droits réservés.
Conditions d'utilisation, Politique de confidentialité et Global Patriot Act Certificate. - Printed on 28-févr.-2011

